

CONVENTION
RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ETAT
POUR LA CONSTRUCTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE LA
COMMUNE DE ROQUEMAURE (16 places)

Opération n°2000059374

Entre l'Etat représenté par le Préfet du Gard

et la commune de Roquemaure, représentée par le Maire, bénéficiaire de l'aide d'Etat, ci-après dénommée «le bénéficiaire».

Vu le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret n° 75.1164 du 16 décembre 1975 portant classement des investissements et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 2005.54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat;

Vu le décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement;

Vu le schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage du Gard, révisé le 27 juin 2012, publié le 19 juillet 2012;

Vu la loi n°200-614 du 05 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du voyage;

Vu le décret 2001-541 du 25 juin 2001 relatif au financement des aires d'accueil destinées aux gens du voyage;

Vu l'arrêté du 05 juin 2003 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour des projets d'investissement;

Vu la demande présentée par la commune de Roquemaure le 18 juillet 2014, déclarée complète le 21 juillet 2014.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le service responsable suivant:
Direction départementale des territoires et de mer du Gard, service habitat et construction- unité
habitat indigne.

Article 1: OBJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante:

- aménagement d'une aire d'accueil de 16 places destinée à l'accueil des gens du voyage.

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans les annexes techniques et financières jointes (précisant notamment le coût de l'opération, le plan de financement, le calendrier prévisionnel des réalisations ...) qui constituent, avec le présent document, les pièces contractuelles de la convention.

Article 2: DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1. Imputation budgétaire : L'aide de l'Etat (ministère du logement) est imputée sur le programme 0135.

2.2.Coût de l'opération : Le montant prévisionnel de la dépense subventionnable est de **513 250 euros HT**.

2.3. Montant et taux de l'aide : Le taux de la subvention de l'Etat est de 70 % du coût prévisionnel éligible. En application de ce taux, le montant maximum de l'aide financière est de **170 744, 00 euros** Ce montant est un montant maximum prévisionnel: le montant définitif sera établi par application du taux de l'aide à la dépense réelle justifiée plafonnée à la dépense subventionnable prévisionnelle indiquée ci-dessus.

En cas de modification du plan de financement initial, le bénéficiaire s'engage à en informer le service responsable cité en préambule, et une réduction de l'aide sera effectuée, le cas échéant, afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

Article 3: COMMENCEMENT D'EXECUTION ET DUREE DE L'OPERATION

Le bénéficiaire s'engage à commencer l'opération au plus tard dans un délai de deux ans, à compter de la notification de la présente convention, et à informer sans délai le service responsable cité en préambule de ce commencement d'exécution.

Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité, entraîne la caducité de la présente convention (sauf autorisation de report limitée à un an, par avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai).

L'opération devra être terminée dans un délai de quatre ans, à compter de la date de déclaration de début d'exécution (sauf prorogation accordée par avenant pour une période ne pouvant excéder quatre ans, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait, et à condition que le projet ne soit pas dénaturé).

Article 4: MODALITES DE PAIEMENT

4.1. Le paiement de l'aide intervient, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération.

4.2. L'ordonnateur secondaire délégué est le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard

4.3. Le comptable assignataire est le Trésorier-Payeur Général du Gard

4.4. Calendrier des paiement:

Une avance de 30% peut être versée lors du commencement d'exécution du projet.

Des acomptes jusqu'à 80 % du montant maximum prévisionnel de l'aide sur justification des dépenses.

Le solde, de 20 % minimum, calculé au prorata des dépenses effectivement encourues et dans la limite du montant maximum prévisionnel de l'aide, déduction faite de l'avance et des acomptes antérieurement versés.

Les versements des acomptes et du solde seront effectués sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses réalisées sur la base des factures acquittées, accompagnée d'un état récapitulatif, qu'il certifie exact, et d'une déclaration par laquelle il précise le montant et l'origine des aides qui lui ont permis de réaliser finalement son projet.

La demande de paiement du solde et les pièces justificatives et factures acquittées des dépenses (ou certification de l'expert-comptable ou commissaire aux comptes) doivent être impérativement déposées dans les deux mois suivant la fin du délai d'exécution de quatre années prévu à l'article 3, éventuellement prorogé.

4.5. Compte à créditer: Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom de:

Titulaire: Trésorerie de Roquemaure

Banque: Banque de France code banque: 30001 code guichet: 00600

Compte : 0000J050050 clé: 73

Article 5: SUIVI

L'opération sera réalisée selon le plan de financement et le plan de réalisation retracés dans les annexes technique et financière, jointes à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier annexé à la présente convention, relatif à la remontée des factures et autres justificatifs certifiés de dépenses.

En cas de modification du plan de réalisation ou du plan de financement, le bénéficiaire devra communiquer les éléments au service responsable visé en préambule.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire s'engage à en informer sans délai le même service instructeur visé au préambule pour permettre la clôture de l'opération.

Article 6: REDUCTION, REVERSEMENT, RESILIATION

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de refus du bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ou de non respect des clauses de la présente convention, et en particulier :

- de non-exécution partielle ou totale de l'opération ;
- de différence constatée entre les plans de financement initial et final induisant un dépassement du taux maximum du cumul d'aides publiques directes ;
- de changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation de l'investissement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive ;
- de dépassement du délai d'exécution de quatre ans prévu à l'article 3, prorogé le cas échéant.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention.

Il s'engage, dans les deux cas visés au présent article, à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Article 7: LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Nîmes, le **-9 OCT. 2014**

Le bénéficiaire :

Le maire de Roquemaure



André HEUGNE

Le Préfet du Gard

Didier MARTIN

ANNEXE TECHNIQUE

I -Intitulé de l'opération:

Aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage de 16 places à Roquemaure.

II -Contenu de l'opération:

construction de l'aire d'accueil des gens du voyage aux normes sanitaires édictées par le décret du 29 juin 2001.

II -Evaluation de l'opération:

Visite sur le terrain et conformité en application du décret du 29 juin 2001.

ANNEXE FINANCIERE

I - Devis descriptif et estimatif :

■ Ingénierie	30 000 euros
■ Travaux	477 550 euros
■ Divers	5 700 euros

Coût total de l'opération **513 250 euros HT**

II - Plan de financement :

■ Ville de Roquemaure	318 506 euros
■ Etat	170 744 euros
■ Conseil Général du Gard	24 000 euros

Total: **513 250 euros**